

COP 21 : UN RETOUR D'EXPÉRIENCE

Stéphane Gompertz

29/04/2016

Stéphane Gompertz, ambassadeur itinérant Climat pour l'Afrique et le Moyen-Orient en vue de la COP 21 organisée en France, fait part de cette expérience diplomatique et des enjeux auxquels il a été confronté. Un regard personnel pour une plongée dans les coulisses de l'organisation de la conférence.

Un enrôlement inopiné

Lorsque l'adjoint de Laurence Tubiana à la tête de l'équipe interministérielle COP 21, Philippe Lacoste, me téléphona pour me proposer de monter sur le bateau, je ne connaissais rien au sujet. Je savais vaguement ce qu'était la COP (Conférence des parties). Je savais qu'on avait décidé de grandes choses au Sommet de Rio et que le Protocole de Kyoto avait connu quelques déboires. C'était à peu près tout. Je savais que la cause était noble et que la France avait mis son prestige en jeu dans cette aventure. Quand Philippe Lacoste me parla de quatre ou cinq missions à faire dans ma chère Afrique, je n'hésitai pas. Quatre ou cinq, pas plus : il s'agissait d'aller dans quelques pays où nos ministres ou nos hauts responsables n'iraient pas. J'ignorais – et Philippe Lacoste l'ignorait peut-être lui-même, il n'a jamais été clair là-dessus quand nous en avons reparlé – que les quatre ou cinq pays à visiter avoisineraient les trente, d'autant plus que, le collègue qui devait traiter le Maghreb et le Moyen Orient n'étant plus disponible, on me demanda si j'acceptais d'étendre mon royaume. J'ai ainsi émis ma juste part de gaz à effet de serre en volant à travers les deux zones géographiques où j'avais sévi, en poste comme à l'administration du Quai. Parfois, je pouvais regrouper les étapes : entre Brazzaville et Kinshasa, le trajet en canot prend moins de dix minutes (pour un prix, quand même, de deux cents euros, essentiellement des taxes) ; d'Accra à Cotonou via Lomé, on voyage par la route et on longe de belles plages, où il est hélas rigoureusement interdit de se baigner : les vagues ont emporté maint nageur imprudent). Mes collègues et leurs équipes m'ont accueilli formidablement. Ce n'était pas seulement de l'amitié. Partout, j'ai senti un fort engagement des agents, diplomates pur sucre, commerciaux, culturels, développeurs : la COP était leur affaire, ils s'y donnaient à fond.

S'initier aux codes

S'impliquer dans ce genre de missions n'est pas un vrai sacrifice. On doit quand même renoncer à certaines activités : si j'ai pu pratiquer le jogging avec mes collègues d'Accra et de Beyrouth, j'ai dû faire une croix prolongée sur mes répétitions de chorale. Surtout, comme nombre de mes collègues, j'ai dû m'imposer un apprentissage accéléré. L'équipe COP 21 avait bien fait les choses : outre une séance d'initiation avec d'éminents spécialistes, elle nous avait fourni une clef USB avec, dessus, tout ce que nous aurions dû savoir sur la COP et que nous n'avions pas pu demander : la COP pour les nuls. Il s'agissait d'abord d'appréhender les concepts : l'atténuation (diminution, ou du moins contrôle des émissions de gaz à effet de serre), par opposition à l'adaptation (en gros, tous les moyens permettant aux populations, aux communautés, aux régions, de vivre avec les conséquences inéluctables du changement climatique) ; enfin, par opposition, oui et non : c'est vrai que certains pays industrialisés ne voulaient entendre parler que d'atténuation et que les pays du G77 insistaient sur l'adaptation ; un des succès de notre présidence a été de contribuer à ce que les deux volets se voient attribuer une importance égale ; toutefois, la frontière n'est pas toujours évidente : quand vous aidez des villageois à utiliser des réchauds à gaz et non à charbon de bois, vous leur évitez d'intoxiquer leurs enfants avec les fumées et vous sauvegardez la forêt, précieux puits à carbone ; vous gagnez ainsi sur les deux tableaux. Naturellement, tous ces termes sont politiquement très connotés. Il en va de même des « pertes et préjudices » (les effets irréversibles des émissions sur les PED (Pays en développement), avec à la clef la question explosive d'une éventuelle indemnisation par les pays industrialisés), des « mesures de riposte » (les mesures prises contre le changement climatique susceptibles d'affecter les intérêts des pays pétroliers) ou de la « responsabilité historique » des pays industrialisés qui exonérerait les nouveaux pollueurs, eussent-ils acquis comme la Chine la première place au palmarès des émissions.

Nous avons dû aussi nous familiariser avec les alliances d'intérêts : ainsi le « groupe de l'ombrelle » (ce joli vocable désigne les pays industrialisés les moins enthousiastes à l'égard des efforts visant à contenir le changement climatique) et, last but not least, avec les sigles : INDC, dont la traduction en français est encore plus laide : CPDN (contributions prévues déterminées au niveau national). Manier ces sigles (et ils sont légion) devant un large public quand nous faisons des conférences requérait un gros effort pédagogique, auquel nous ne nous risquions que quand nous étions sûrs de les avoir compris nous-mêmes.

Echanges

Un des intérêts de ces missions résidait dans la variété de nos interlocuteurs ; nous devions bien sûr rencontrer les décideurs politiques (à des niveaux variés : j'ai été reçu par deux chefs d'Etat et

par quantité de ministres, mais aussi, quelquefois, simplement au niveau des fonctionnaires), mais nous nous entretenions également avec des chercheurs, des dirigeants d'entreprises, des journalistes, des ONG, des étudiants). Les missions aidaient parfois les interlocuteurs à se connaître entre eux : dans un pays d'Afrique occidentale, j'avais donné une conférence à l'Institut français ; au cours du débat qui suivit, le représentant d'une ONG se leva au premier rang : « On me dit qu'il y a un point focal au ministère de l'environnement mais je ne l'ai jamais rencontré ». Un autre monsieur se leva, également au premier rang, et annonça sous les rires : « Le point focal, c'est moi ». Je n'avais pas perdu mon temps. Mes missions m'ont aussi permis de belles rencontres humaines : je pense à cette marchande de Lomé, responsable d'une association de lutte contre le SIDA, qui avait été recrutée par Entrepreneurs du Monde pour vendre des lampes solaires et des réchauds à combustion améliorée (30% d'efficacité énergétique en plus) fabriqués à Lomé même : j'ai visité l'atelier. Je pense aussi aux étudiants éthiopiens avec qui j'ai dialogué à Gulele, au journaliste béninois venu à scooter, sous une pluie torrentielle, pour nous interviewer à la télévision à sept heures du matin – il avait une chemise blanche, une cravate et une veste de costume, mais, comme le plateau ne laissait voir que nos bustes, il était resté en short et en sandales), aux chercheurs saoudiens qui me parlaient des progrès accomplis sur les cellules solaires, à mes interlocuteurs iraniens obsédés par le désir de rattraper le retard technologique. Partout, j'ai senti une forte motivation ; dans chaque pays, on m'a dit : nous sentons déjà les effets du changement climatique, désertification, érosion côtière, perte des mangroves, salinisation des sols, vents de sable. Nous sentons déjà les effets du changement climatique

Partout, j'ai été bien reçu, même quand les relations entre le pays hôte – je pense au Rwanda – n'étaient pas eu beau fixe.

Notre mission était double : expliquer dans quel esprit la future présidence française de la COP (nous n'avons assumé officiellement la présidence que le 30 novembre, au début de la conférence) entendait mener son action ; percevoir les attentes, les ambitions, les craintes de nos interlocuteurs, officiels ou non. Dans la lettre de mission qu'il m'avait envoyée, M. Fabius m'avait demandé de lui rendre compte personnellement des résultats de chaque déplacement. Notre tâche était donc un mélange d'écoute, de propagande et de « câlinothérapie ». L'engagement de la présidence française et notre souci de consulter étaient bien perçus. Appréciée aussi notre volonté ferme de parvenir à un accord, couplée au souci de ne pas brusquer les choses, de ne pas interférer avec les discussions menées au sein de l'ADP (encore un sigle : Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action : c'était le principal groupe de négociation), de tenir compte des vues de chaque pays, petit ou grand.

Jouer la vague

Nous avons certainement, M. Fabius l'avait relevé avant la Conférence, bénéficié d'un contexte favorable : précision et crédibilité croissante des analyses du GIEC, évolution de grands acteurs comme la Chine, les Etats-Unis ou le Canada, rapprochement entre Cuba et l'Occident, début de normalisation avec l'Iran, implication croissante des entreprises et, réciproquement, ouverture croissante des gouvernements envers l'investissement privé, y compris dans les pays « tiers-mondistes » que j'ai visités comme l'Algérie ou le Zimbabwe, enfin, baisse des coûts du solaire ou de l'éolien, même compte tenu de la chute des cours du pétrole. J'ai senti aussi chez tous mes interlocuteurs la volonté de ne pas répéter l'échec de Copenhague. L'approche « bottom up » des contributions nationales (CPDN), qui laissait à chaque pays ou groupe de pays le choix de ses engagements, a été un succès inespéré : nul, parmi nous, n'aurait osé parier sur un tel nombre de contributions nationales à la fin de la COP (160 en comptant celle de l'UE pour une seule contribution). Il n'empêche : comme tous les témoins l'ont relevé, l'équipe COP 21 a « mouillé sa chemise ». L'équipe COP 21 a « mouillé sa chemise » Sans ses efforts prolongés, nous n'aurions pas emporté le succès. Cela a exigé parfois une belle résistance physique, pendant les négociations préliminaires de l'ADP et surtout pendant la COP elle-même : un des derniers soirs, Antoine, le sous-directeur, a ajouté à ses ultimes instructions : « Et pensez à dormir ! ». Un autre élément du succès a été la parfaite organisation de la Conférence, incluant des gestes appréciés : chaque matin, quand nous arrivions à la COP, des jeunes nous distribuaient des pommes et du chocolat bio. Le personnel de la RATP et les agents de sécurité étaient efficaces et souriants. Et la ligne B du RER n'est pas tombée en panne une seule fois.

La nostalgie du club

L'équipe interministérielle m'a paru bien fonctionner. Il a pu y avoir des rugosités : il n'est pas évident de faire coopérer des agents d'administrations diverses, gardant malgré tout leurs habitudes et leurs hiérarchies ; je ne parle pas des responsables politiques. Mais la coordination a gommé les éventuelles difficultés. L'esprit était studieux et aimable. Les spécialistes, tombés pour certains dans la marmite climatique quand ils étaient tout petits, ont répondu à mes interrogations de néophyte avec patience et humour. Certains d'entre eux sont devenus et resteront des amis. Je voudrais rendre aussi hommage à nos secrétaires Fatna et Elisabeth, astucieuses, sympathiques, formidables. J'ai eu du plaisir à approcher Nicolas Hulot, qui était jusque-là une figure mythique. J'ai eu la chance de faire deux voyages avec la secrétaire d'Etat à la Coopération, Annick Girardin, dont on n'a pas assez souligné la personnalité et le rôle.

Tout le monde l'a dit : Paris n'est qu'une étape

Il va falloir assurer le suivi. Nous allons travailler *la mano en la mano* – nous avons déjà commencé – avec les Marocains qui accueilleront et présideront la COP 22. Une bonne partie de l'équipe sait déjà qu'elle continuera à être sur le pont. Pour ma part, au moment où j'écris ces lignes, je n'en sais rien. J'aimerais bien : la tâche est belle et j'ai de bons amis parmi les Marocains. Mes complices des directions d'Afrique et d'Afrique du Nord Moyen-Orient me disent qu'on fera de nouveau appel aux ambassadeurs itinérants climat. Mais on ne m'a rien notifié. On m'a coupé ma messagerie diplomatie.gouv.fr ; on m'a laissé mon téléphone et mon ordinateur mais je suppose qu'il s'agit d'un oubli. Il en va toujours ainsi : l'équipe a eu droit à des remerciements répétés, sympathiques et arrosés des hautes autorités, mais les soutiers n'existent pas en tant qu'individus. *Wait and see*. Je reste reconnaissant à celui ou à celle qui a eu l'idée de me proposer ces errances de « VRP climatique ». La formule « beaucoup reste encore à faire » n'est pas seulement un poncif de discours.